

ARTICLE ADDITIONEL
à la
CONSTITUTION
de la ville libre de Cracovie.

L'institution des maires des communes, ainsi que celle des juges suppléans créés en 1833 sont supprimées, et les fonctions, confiées jusqu'à présent à ces magistrats, seront exercées à l'avenir dans la ville de Cracovie par la Direction de Police, et dans le territoire par des commissaires de district.

La nomination et la revocation de ces employés administratifs appartiendra au Gouvernement de la ville libre.

(L. S.) Pro vera copia

(signé) v. HARTMANN.